

Déclaration de la Présidente

Réunion publique d'information du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)

New York, le 20 avril 2023

INTRODUCTION

Excellences, Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs,

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), de son groupe d'experts et du Secrétariat, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette réunion publique d'information sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée.

Les mesures de sanction relevant du Comité créé par la résolution 1718 sont les plus exhaustives à être en vigueur. Nous sommes donc conscients que leur mise en application n'est pas une mince affaire pour les États Membres et peut poser différentes difficultés. Le Comité se tient à la disposition des États Membres pour les aider à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et leur donner des orientations lorsqu'ils en font la demande. Dans cette optique, avec l'appui du Secrétariat, il veille également à tenir à jour le [site Web du Comité](#), notamment la page Web consacrée aux [Notices d'aide et fiches d'informations](#), qui apporte aux États Membres des précisions concernant diverses dispositions des mesures de sanctions.

L'objectif de la présente réunion est de donner aux États Membres des informations sur la portée des sanctions, le mandat et les activités du Comité et les principales conclusions et recommandations formulées par le Groupe d'experts dans le plus récent de ses rapports finaux, publié le 7 mars 2023 comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/2023/171 et disponible [sur le site Web du Comité](#).

En ma qualité de Présidente du Comité créé par la résolution 1718, j'aimerais, dans le cadre de mes observations préliminaires, aborder les trois points suivants :

1. l'obligation qui incombe aux États Membres de présenter des rapports nationaux de mise en œuvre ;
2. la nécessité d'appliquer les mesures de sanction de manière effective ;
3. les efforts faits par le Comité pour faciliter le travail des organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée, en particulier par l'intermédiaire de son mécanisme de dérogation pour raison humanitaire.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts présentera ensuite plus en détail les principaux éléments des mesures de sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée, dans le prolongement des conclusions et recommandations les plus récentes du Groupe d'experts. Je saisis cette occasion pour renouveler tous mes remerciements au Groupe d'experts pour ses travaux, qui sont cruciaux pour le succès des activités du Comité. Les rapports établis par le Groupe continuent de donner des indications précieuses, et je conseille vivement à chacun de les lire et

d'examiner favorablement toutes les recommandations adressées aux États Membres, notamment celles qui figurent à l'annexe 95 du dernier rapport en date. Je tiens également à remercier les États Membres, les entités et les personnes qui ont bien voulu répondre aux demandes d'information soumises par le Groupe d'experts.

C'est le Coordonnateur qui présentera un exposé au nom du Groupe, mais [la plupart des/tous les] autres experts du Groupe sont présents aujourd'hui. Une fois cet exposé terminé, je donnerai la parole à l'auditoire pour une séance de questions-réponses. J'encourage les États Membres à profiter pleinement de cette occasion pour échanger avec les membres du Comité.

OBJECTIF DES SANCTIONS

Mesdames et Messieurs,

L'objectif final des sanctions est de faciliter un règlement pacifique et global, par le dialogue, de la situation en République populaire démocratique de Corée. Dans ses résolutions, le Conseil a réaffirmé son soutien aux pourparlers à six et indiqué souhaiter que ceux-ci reprennent. Il a également réaffirmé l'objectif d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne de manière pacifique et d'une réadhesion de la République populaire démocratique de Corée au Traité sur la non-prolifération et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

RAPPORTS NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE

Mesdames et Messieurs,

En ce qui concerne les rapports nationaux de mise en œuvre, vous vous souviendrez peut-être que plusieurs résolutions exigent que les États Membres fassent rapport, dans les 90 jours suivant l'adoption des résolutions en question, sur les mesures concrètes qu'ils auront prises pour appliquer effectivement les sanctions imposées par le Comité créé par la résolution 1718. Dans sa [résolution 2397 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité a décidé que les États Membres devraient présenter deux types de rapports de mise en œuvre : l'un sur l'application de la résolution dans son ensemble, et l'autre sur l'obligation de rapatrier les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus dans d'autres États Membres.

Une liste complète de toutes les obligations en matière de présentation de rapports figure sur le site Web du Comité, et vous trouverez sous l'onglet « [Rapports des États Membres](#) » un tableau recensant toutes les dates limites de présentation des rapports. Si vous souhaitez vous assurer que votre gouvernement a bien rempli toutes ses obligations en matière de présentation de rapports, le tableau répertorie également tous les rapports soumis par les États Membres à ce jour. La [Notice n° 2 d'aide à l'application](#), elle aussi disponible sur le site Web du Comité, contient un modèle de tableau aide-mémoire facultatif qui peut être utile pour fournir les informations demandées.

Si le Comité continue de recevoir des rapports de mise en œuvre, un grand nombre d'États Membres n'ont pas encore soumis les leurs. Je rappelle aux États Membres qu'en application des résolutions pertinentes du Conseil, ils sont tenus de présenter des informations sur l'intégration

des mesures de sanction dans leur législation nationale, et je prie ceux qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports au Comité dans les meilleurs délais. Les rapports de mise en œuvre contribuent grandement à la capacité du Comité et de son groupe d'experts d'aider les États Membres à appliquer les résolutions dans leur intégralité.

Enfin, mon équipe, le Groupe d'experts et le secrétariat du Comité sont à la disposition des États Membres pour les aider à établir et à soumettre leurs rapports de mise en œuvre. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez la moindre question.

APPLICATION EFFECTIVE

Chers collègues,

En ce qui concerne la question de l'application effective des sanctions, je voudrais souligner qu'il est de la plus haute importance que les résolutions soient appliquées dans leur intégralité si l'on souhaite garantir l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil de sécurité. Afin de veiller au respect des mesures de sanction, j'exhorte tous les États Membres à coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts, ainsi qu'à communiquer, de manière confidentielle si nécessaire, toute information dont ils disposent concernant l'application des mesures de sanctions, y compris toute violation des sanctions.

Soucieux de favoriser une meilleure compréhension des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, le Comité créé par la résolution 1718 continue également de fournir aux États Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales des conseils et des orientations sur la marche à suivre pour l'application des sanctions. Vous pouvez adresser vos demandes de conseils à la présidence et au secrétariat du Comité, qui les porteront à l'attention du Comité.

MÉCANISME DE DÉROGATION POUR RAISON HUMANITAIRE

Chers collègues,

Lorsqu'il a imposé des mesures de sanction, le Conseil a réaffirmé que celles-ci étaient censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée. De ce fait, comme indiqué au paragraphe 25 de sa [résolution 2397 \(2017\)](#), il a décidé que le Comité créé par la résolution 1718 pouvait, au cas par cas, accorder des exemptions pour raison humanitaire. Au fil des ans, le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire est devenu l'un des volets principaux des travaux du Comité. Depuis 2018, le Comité a approuvé la grande majorité des demandes de dérogation pour raison humanitaire qu'il a reçues (soit 95 au total), ainsi que de nombreuses demandes de prorogation et d'ajustement.

La volonté de ne pas nuire aux activités humanitaires a également conduit le Conseil de sécurité à adopter, le 9 décembre 2022, sa résolution 2664, qui introduit une exemption permanente pour raison humanitaire aux mesures de gel des avoirs dans tous les régimes de sanctions, afin de permettre « la fourniture, le traitement ou le versement de fonds, d'autres avoirs financiers ou ressources économiques, ou la fourniture de biens et de services nécessaires à l'acheminement en temps voulu de l'aide humanitaire ou à l'appui d'autres activités visant à répondre aux besoins essentiels » par certaines organisations, comme indiqué au paragraphe 1 de la résolution. Le Comité œuvre à l'application de cette résolution.

Le Comité a simplifié la procédure d'obtention de dérogations pour raison humanitaire, afin de faciliter le travail des intervenants humanitaires et l'acheminement de l'aide en République populaire démocratique de Corée. La [Notice n° 7 d'aide à l'application](#) donne des informations sur le mécanisme d'obtention de dérogations pour raison humanitaire, notamment sur le format des demandes de dérogation, les modalités de transmission au Comité et la procédure d'approbation.

Compte tenu de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses répercussions, le Comité continue d'utiliser une procédure de décision accélérée de deux jours ouvrables pour approuver les demandes de dérogation présentées par des organisations en vue d'atténuer le risque de propagation de la COVID-19 en République populaire démocratique de Corée et pour permettre la mise en place de mesures de prévention *et* de réactions efficaces face au virus. En tout, le Comité a approuvé 16 demandes de dérogation ayant trait à la lutte contre la COVID-19 dans le cadre de sa procédure accélérée. Cette procédure accélérée a également été utilisée pour donner suite à des demandes de prorogation et de modification de dérogations déjà approuvées, ainsi qu'à des demandes urgentes liées à des commencements de crises, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle.

En outre, le Comité a approuvé à titre exceptionnel un certain nombre de demandes visant à proroger la durée de dérogations afin de permettre l'importation d'articles essentiels.

On trouvera sur le [site Web du Comité](#) toutes les informations utiles concernant le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire, ainsi que les lettres portant approbation des dérogations. Mon équipe et le Secrétariat se tiennent prêts à fournir aux États Membres tout éclaircissement supplémentaire dont ils auraient besoin lors de l'élaboration de leurs demandes de dérogation.

CONCLUSION

Chers collègues,

Pour terminer, au nom du Comité créé par la résolution 1718, je tiens à vous remercier de votre aimable attention. Je vais maintenant donner la parole au Coordonnateur du Groupe d'experts. À l'issue de son exposé, je donnerai la parole à l'auditoire afin que vous puissiez poser toutes vos questions concernant les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, la mise en œuvre des obligations des États Membres ou encore les travaux du Comité et du Groupe d'experts.

Monsieur le Coordonnateur, vous avez la parole.

Chair's statement
1718 Committee Open briefing
New York, 20 April 2023

INTRODUCTION

Excellencies, Distinguished Delegates, Ladies and gentlemen,

On behalf of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006), its Panel of Experts, and the Secretariat, it is my pleasure to welcome you to this open briefing on Security Council sanctions regarding the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

The 1718 sanctions are the most comprehensive sanctions measures currently in place. We are aware that the measures ask a lot from Member States and can pose various implementation challenges. The Committee stands ready to assist Member States in carrying out their obligations under the relevant Security Council resolutions and to offer guidance when requested. In this regard, with the support of the Secretariat, it also makes sure to keep the [1718 Committee website](#) up to date, including the webpage on [Implementation Assistance Notices](#), where various provisions of the sanctions are clarified in guidelines to Member States.

With this briefing, we intend to inform Member States about the scope of the sanctions, the mandate and activities of the Committee, and the main findings and recommendations of the Panel of Expert's most recent final report, dated 7 March 2023 which has now been published and is available on the [1718 Committee website](#) as Security Council document S/2023/171.

As Chair of the 1718 Committee, I wish to touch upon three points in my opening remarks:

1. Member States' obligations to submit national implementation reports,
2. The need for effective implementation of the sanctions measures, and
3. The Committee's efforts in facilitating the work of humanitarian organizations in the DPRK, in particular through its humanitarian exemption mechanism.

The Coordinator of the Panel of Experts will subsequently elaborate in more detail on the main features of the DPRK sanctions, in line with the Panel's most recent findings and recommendations. I would like to take this opportunity to reiterate my great appreciation to the Panel of Experts for their work, which is crucial to the success of the Committee. Its reports continue to offer invaluable insights and I strongly advise all to read them and to positively consider all recommendations addressed to Member States, including those contained in annex 95 of the Panel's latest report. I also would like to thank those Member States, entities, and individuals who have responded to requests for information by the Panel.

While the Coordinator will be presenting on behalf of the Panel, we do have [most/all] of the other experts with us today. Following the Coordinator's presentation, I will open the floor for questions and answers, and encourage Member States to make full use of this opportunity to engage with the Committee.

GOAL OF THE SANCTIONS

Ladies and gentlemen,

The ultimate goal of the sanctions is to facilitate the achievement of a peaceful and comprehensive solution to the situation in the DPRK through dialogue. The resolutions reaffirm the Council's support to the Six Party Talks and call for their resumption. They also reiterate the goal of the complete, verifiable and irreversible denuclearization of the Korean Peninsula in a peaceful manner and the return of the DPRK to the Non-proliferation Treaty (NPT) and International Atomic Energy Agency safeguards.

NATIONAL IMPLEMENTATION REPORTS

Ladies and gentlemen,

With regard to national implementation reports, you may recall that various resolutions require that Member States shall report within 90 days of their adoption on the concrete measures undertaken to effectively implement the 1718 sanctions. In [resolution 2397 \(2017\)](#), the Security Council introduced the requirement for two types of implementation reports to be submitted by Member States; one on the implementation of the resolution as a whole, and another on the obligation to repatriate DPRK nationals who are gaining income in other Member States.

A full list of all reporting requirements can be found on the 1718 Committee website. Under the tab '[implementation reports](#)', you will find a table with all submission deadlines. Should there be any doubt as to whether your Government has fulfilled all reporting obligations, the table also reflects which reports have been received by Member States to date. [Implementation Assistance Notice No. 2](#), also available on the Committee's website, contains an optional checklist template, which can be helpful in providing the required information.

While the Committee continues to receive implementation reports, a large number of Member States are yet to submit their reports. I would like to remind Member States that reporting on the incorporation of sanctions into domestic legislation is an obligation under the relevant Security Council resolutions, and call on Member States who have not yet done so, to report to the Committee promptly. Implementation reports play a crucial role in helping the Committee and its Panel of Experts assist Member States in the comprehensive implementation of the resolutions.

Finally, my team, as well as the Panel of Experts, and the Committee's Secretariat, stand ready to assist Member States with the preparation and submission of their implementation reports. Please do reach out to us with any questions.

EFFECTIVE IMPLEMENTATION

Dear colleagues,

On effective implementation, I would like to stress that it is of utmost importance that the resolutions are fully implemented in order to ensure that the Security Council's measures are effective. To ensure full compliance, all Member States are urged to cooperate fully with the

Committee and the Panel, and to supply, on a confidential basis if necessary, any information at their disposal on the implementation of the sanctions, including on any sanctions violation.

In order to foster a better understanding of the DPRK sanctions, the 1718 Committee also continues to provide advice and guidance to Member States, international organizations and NGOs on how to proceed when implementing sanctions. Requests for guidance can be submitted to the Committee Chair and the Secretariat, after which these will be brought to the attention of the Committee.

HUMANITARIAN EXEMPTION MECHANISM

Colleagues,

When sanctions were imposed, the Security Council reaffirmed that the measures are not intended to have adverse humanitarian consequences for the civilian population of the DPRK. As such, as detailed in paragraph 25 of [resolution 2397 \(2017\)](#), the Council decided that the 1718 Committee may, on a case-by-case basis, grant exemptions on humanitarian grounds. Over the years, the humanitarian exemption mechanism has become one of the key areas of work for the Committee. Since 2018, the Committee has approved the vast majority of humanitarian requests received, a total of 95, while approving numerous extensions and adjustments.

This intention not to adversely impact the humanitarian activities has also led the Security Council to adopt resolution 2664 on 9 December 2022 introducing a standing humanitarian exemption to the asset freeze measures for all sanctions regimes, thereby permitting “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs” by certain organizations as outlined in OP 1. The committee is working on the implementation of this resolution.

The Committee has streamlined the process for obtaining humanitarian exemptions to facilitate the work of humanitarian actors and the delivery of aid to the DPRK. [Implementation Assistance Notice No. 7 \(IAN No. 7\)](#) provides information on the mechanism to obtain humanitarian exemptions, including the recommended format of exemption requests, information on routing to the 1718 Committee, and the approval process.

In view of the global pandemic and its impact, the Committee continues to use an expedited decision-making procedure of two working days to approve exemptions from organizations that are aimed at mitigating the risk of the spread of the COVID-19 outbreak in the DPRK and to enable effective prevention *and* response measures to the virus. The Committee has approved a total of 16 COVID-related exemption requests under the expedited procedure. This expedited procedure has also been used for extension and amendment requests for previously approved exemption requests, as well as urgent requests for onset emergencies such as pandemic outbreaks and natural disasters.

The Committee has also approved, on an exceptional basis, a number of requests for longer exemption timeframes to allow for the import of essential items.

All relevant information regarding the humanitarian exemption mechanism, as well as letters of approval, can be found on the [1718 Committee website](#). Should any Member State have

any questions while preparing exemption requests, my team as well as the Secretariat stand ready to provide further clarifications.

CONCLUSION

Dear colleagues,

In closing, on behalf of the 1718 Committee, I thank you for your kind attention. I now give the floor to the Coordinator of the Panel of Experts. Following his presentation, I plan to open up the floor for you to pose any questions that you may have regarding the DPRK sanctions and the implementation of Member State obligations, as well as the work of the 1718 Committee and the Panel of Experts.

Mr. Coordinator, the floor is yours.



The UN DPRK sanctions regime and the Panel's 2023 Final Report (S/2022/171)

Coordinator
UN DPRK Panel of Experts
New York, 20 April 2023





Panel of Experts

Who are we?

- **Eight experts** on DPRK and sanctions implementation, each employed by the UN as an independent authority with a specific portfolio.
- Those portfolios are: finance/economics; missiles and other technologies; conventional arms and other WMD; non-proliferation, procurement and trade; non-proliferation and regional security; nuclear issues; customs and export controls; maritime issues. We don't have formal cyber or humanitarian experts but cover these issues by sharing them.
- **One expert is appointed as a coordinator.**
- We are **appointed on an annual basis**, but our contracts can be renewed for up to five years.



Panel of Experts

What do we do?

https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/panel_experts/work_mandate

- **To provide assistance to the 1718 Committee** in carrying out its mandate and functions;
- **To investigate:** we gather, examine and analyze information about alleged breaches of the sanctions regime from States, relevant UN bodies and other interested parties;
- **To report:** to write and submit to the Security Council (via the 1718 Committee) midterm and final reports, based on our investigations, in August and February each year;
- **To make recommendations:** we recommend actions the Council, Committee or Member States might take to improve implementation of the sanctions regime.



The DPRK sanctions regime 1

- There are ten DPRK sanctions resolutions, all of them unanimously agreed by the Security Council. All of them on the Committee's website.
- This adds up to a complex and comprehensive series of sanctions measures.
- Detail best understood through the resolutions themselves, and the Committee's Implementation Assistance notices at:

<https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/implementation-notices>



The DPRK sanctions regime 2

The DPRK sanctions regime comprises:

- an arms and related materiel embargo;
- a nuclear, ballistic missiles and other WMD programmes-related embargo;
- Sectoral sanctions, banning the export/import of coal, minerals, food and agricultural products, earth, stone, wood, industrial machinery, transportation vehicles, seafood, fishing licenses in DPRK waters, textiles and luxury goods;
- places restrictions on the DPRK's access to energy sources such as crude oil and refined petroleum products;
- financial sanctions, including a ban on the provision of financial services that could contribute to prohibited programmes or the evasion of sanctions, and the opening of DPRK banking subsidiaries;



The DPRK sanctions regime 3

- interdiction, inspection and transportation-related measures;
- a travel ban and/or assets freeze on designated individuals and entities;
- a ban on specialized teaching and training and the suspension of scientific and technical cooperation;
- a ban on providing work authorizations for DPRK nationals and a requirement to repatriate DPRK nationals earning income overseas;
- a ban on the supply, sale or transfer of new helicopters and new and used vessels;
- a ban on procuring statues or artworks from the DPRK;
- sanctions provisions targeted at proliferation networks, including restrictions on the activities of DPRK diplomats overseas.



Panel of Experts

Investigations

- The Panel investigates alleged breaches of all of these sanctions measures and publishes details from a wide range of sources where breaches are confirmed.
- We are grateful to MSs for the information they provide as lead material.
- Requests for Information.
- Evidentiary standards.
- Confidential process. But Panel reports are public, here:
- https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/panel_experts/reports



2023 Final Report Overview

Nuclear Programme




















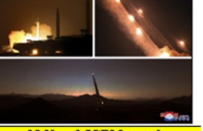




- Continuing increase in fissile material stockpile, the adaption of new nuclear policies, continuing work at Punggye-ri test site, and a series of missile launches simulating several nuclear-war fighting scenarios....
-amount to a marked acceleration of DPRK's nuclear programme.





2023 Final Report Overview

Ballistic Missiles

25 Sep. 1 "SLBM" tested from 06:53 	28 Sep. 2 SRBMs tested from 18:10 	29 Sep. 2 SRBMs tested from 20:48 	01 Oct. 2 SRBMs tested from 06:45 
04 Oct. 1 IRBM tested from 07:23 	06 Oct. 2 SRBMs tested from 06:01 	09 Oct. 2 SRBMs tested from 01:48 	14 Oct. detected 1 SRBM tested from 01:49 
28 Oct. 2 SRBMs tested from 11:59 	2 Nov. 4 SRBMs tested from 06:51 	2 Nov. 3 SRBMs and SA tested from 08:51 	2 Nov. several SRBMs, CM and SA tested from 09:12 
2 Nov. around 6 BMs and SA tested from 16:30 	3 Nov. 1 ICBM tested from 07:40 	3 Nov. 2 SRBM tested from 08:39 	3 Nov. 3 liquid propellant SRBMs tested from 21:34 
2 November (between 16:00-17:00) 	5 Nov. 4 SRBMs tested from 11:32 	9 Nov. 2 SRBMs tested from 15:31 	17 Nov. 1 SRBM tested from 10:48 
18 Dec. 2 MRBMs tested from 11:13 	23 Dec. 2 SRBM tested from 16:32 	31 Dec. 3 SRBMs tested 	1 Jan. 2023, 1 SRBM tested 

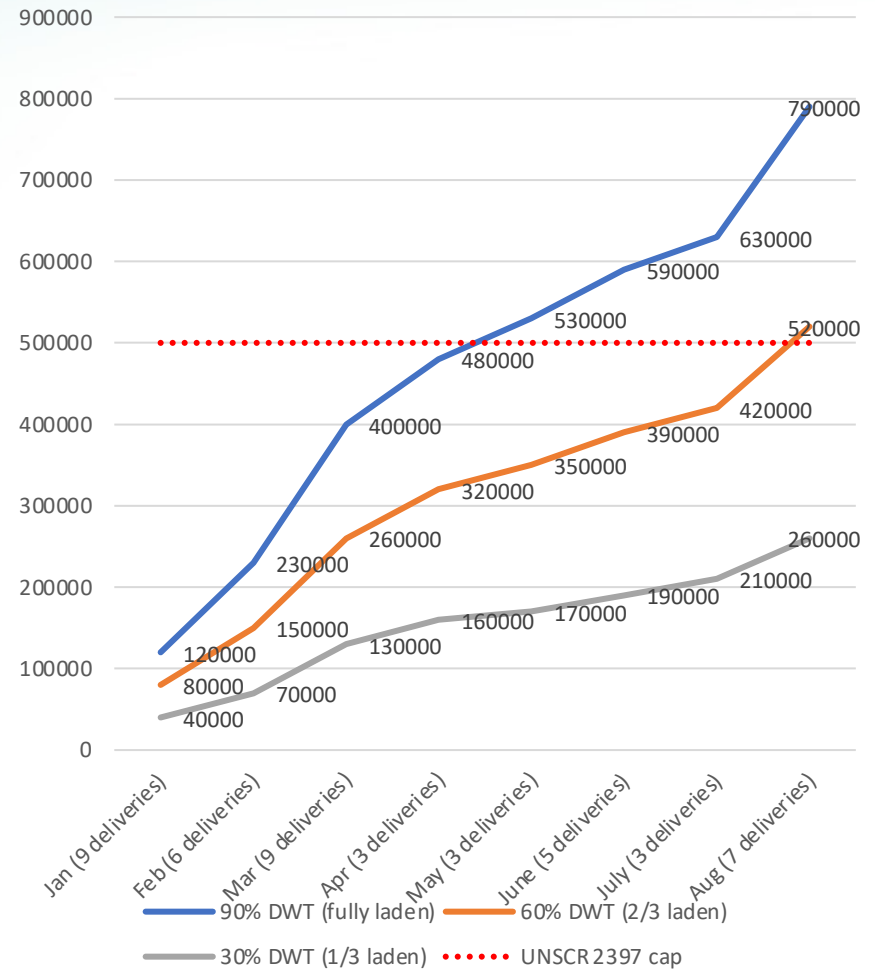
- BM programme continued to accelerate, dramatically in second half of 2022.
- In 2022 as a whole, 56 solid-fuel and 17 liquid-fuel ballistic missiles launched, including 8 ICBMs. The majority in the second half of the year were explicitly described by DPRK as BMs.
- tactical nuclear capabilities continued to develop. A new type Hwasong-17 ICBM was successfully tested in November
- A solid-fuel ICBM engine was tested in December.
- DPRK's communications strategy of note.



2023 Final Report Overview

Sectoral and maritime sanctions 1

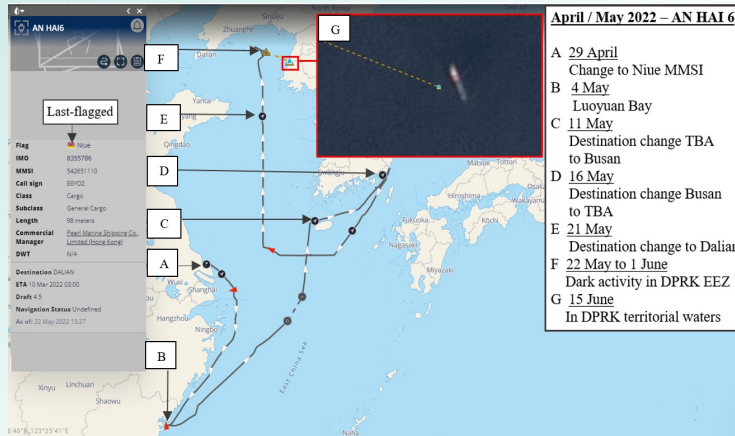
- 52 MS report to Committee concluded that the cap was breached in the second half of the year.
- A conservative estimate would conclude that the cap was breached.
- UNICA and NEW KONK continue to provide oil to DPRK tankers in EEZ



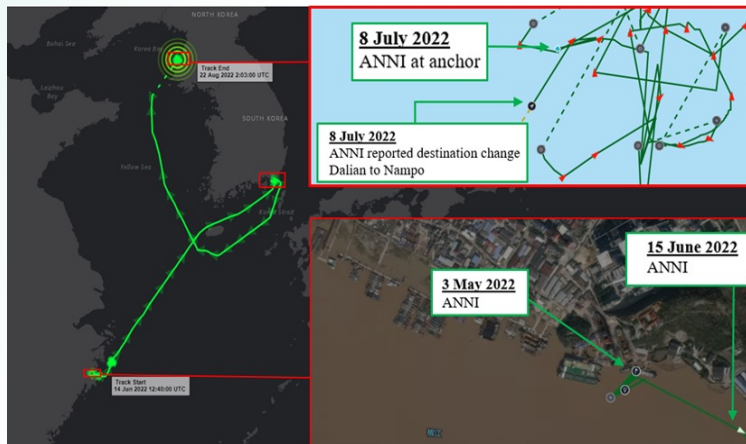


2023 Final Report Overview

Sectoral and maritime sanctions 2



- Report focuses on vessel acquisition by DPRK, giving multiple clear examples of the methodology employed.
- Maritime sanctions evasion is becoming more blatant. Vehicles, use of cranes, etc.
- Coal exports from DPRK to the Ningbo-Zhoushan area continued. These cases are contained in the annex of the report.

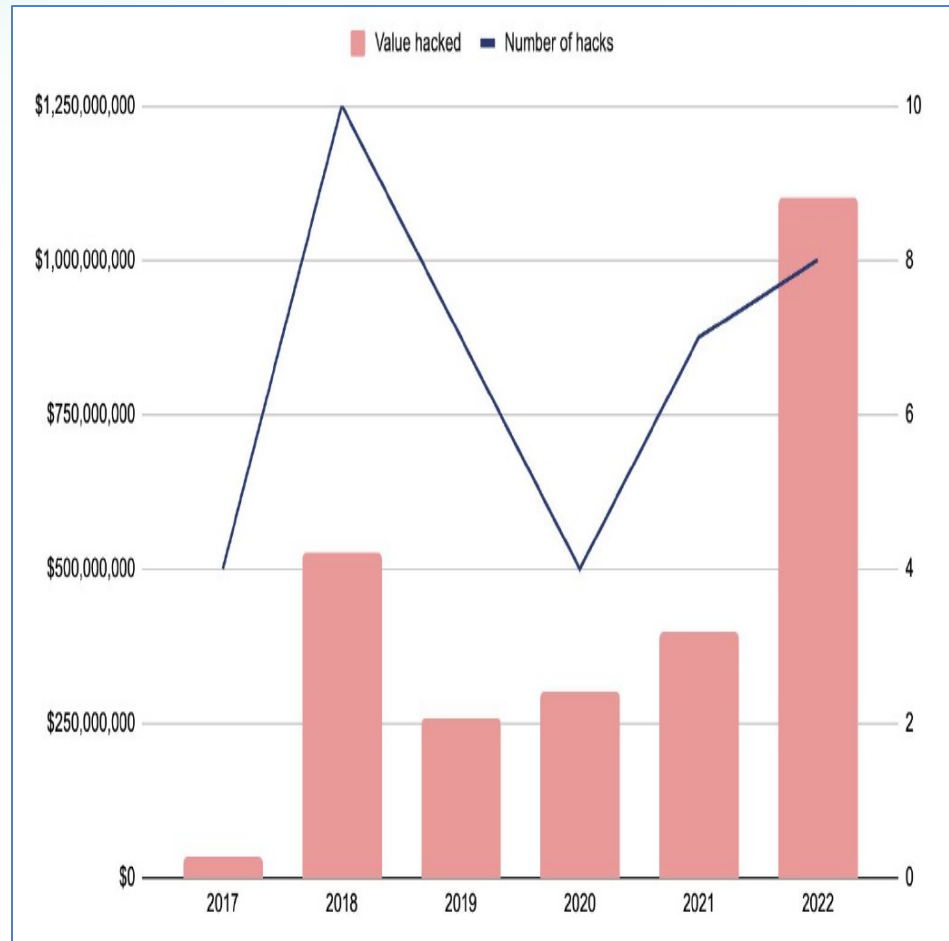




2023 Final Report Overview

Finance and cyber

- RGB cyberactors continued a range of attacks helping DPRK to evade sanctions, to obtain information of value to DPRK, including its WMD programmes, and to generate revenue.
- 2022 was a record year for theft of cyber assets.





2023 Final Report Overview

Trade and overseas workers



- DPRK's recorded foreign trade increased in 2022, largely due to resumption of China-DPRK rail link.
- Figures remain well below pre-pandemic levels.
- IT workers and a network of officially-linked DPRK business facilitators in SE Asia identified.



2023 Final Report Overview

Arms embargo



- Media photographs appeared to support a MS claim that Glocom military communications equipment had been obtained by the Ethiopian military.

Image 1
Five railcars (total length approx. 95m) were observed near Khasan station in Russian side on 18 November 2022 at 1:27 UTC. (between 42°25'53"N130°38'41"E - 42°25'51"N130°38'42"E)



Image 2
Five railcars (total length approx. 95m) and probable locomotive (at the western end of train) were observed at Tumangang, DPRK, at 5:19 (UTC) and 5:25 (UTC) (four hours later than image 1) (between 42°24'54"N130°37'24"E - 42°24'53"N130°37'29"E)



- The Panel cannot confirm claims of DPRK arms exports to Russia, although we did confirm an unladen train crossing from Russia to DPRK, as claimed by a MS.



2023 Final Report Overview

Unintended impact of sanctions

- Still a lack of reliable data, and disaggregation of the effects of UN sanctions from other factors remains impossible, preventing quantitative and qualitative assessment of sanctions' effects.
- Most indicators suggest that humanitarian situation in DPRK continues to worsen.
- UN sanctions have probably unintentionally affected this situation, although relative influence has declined since 2020.
- Closed borders continue to affect activity of humanitarian organisations, although ad hoc one-time solution to banking channel was found, and some aid was delivered.



2023 Final Report Overview

Implementation

- The Panel sent a questionnaire to UN member states in November, asking them about the practical implementation of sanctions on DPRK and problems arising.
- Not many responses.
- Very few countries have actually taken executive action to enforce UN sanctions in 2022. However, that's because no cases of evasion were reported in the territories of most responding states. Action has been taken through bilateral sanctions regimes.
- Those countries which have responded have largely demonstrated an awareness of their responsibilities, and a willingness to act if evasion is detected.



2023 Final Report Overview

Recommendations

- Annex 95 contains 20 recommendations, most of them repeated from previous reports. The recommendations include:
 - The designation by the 1718 Committee of 23 ships recently acquired by the DPRK from elsewhere, and the reiteration of the recommendation to designate the direct delivery vessels UNICA and NEW KONK
 - Guidance to those involved in the purchase/sale of vessels regarding best practice in preventing their acquisition by DPRK
 - The designation by the 1718 Committee of the relatively newly-appointed head of the RGB, General Ri Chang Ho.



UN sanctions and the DPRK

Contacts

For more information:

Visit the webpage of the 1718 Committee

<https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718>

Contact the Panel of Experts

dppa-poe1874@un.org